

VD_FINDINFO Arrêt / 2010 / 1502 vom 9. November 2010

VD Tribunal cantonal, 2010-11-09, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_Arr_t__2010__1502

FR: VD_FINDINFO Arrêt / 2010 / 1502 du 9 novembre 2010

IT: VD_FINDINFO Arrêt / 2010 / 1502 del 9 novembre 2010

Regeste

AI{ASSURANCE}, PRESTATION D'ASSURANCE{AI}, ALLOCATION POUR IMPOTENT, RECONSIDÉRATION, IMPOTENCE LÉGÈRE | 1 LAI, 28 al. 1 let. b LAI, 42 al. 2 LAI, 69 al. 1bis LAI, 53 al. 2 LPGA, 53 al. 3 LPGA, 56 LPGA, 57 LPGA, 60 al. 1 LPGA, 61 let. a LPGA, 61 let. b LPGA, 61 let. g LPGA, 37 al. 3 RAI, 117 al. 1 LPA-VD, 2 LPA-VD, 52 al. 1 LPA-VD, 55 al. 1 LPA-VD, 91 LPA-VD, 93 al. 1 let. a LPA-VD, 99 LPA-VD

Erwägungen

E. 9

Dans quelle mesure le recourant exerce-t-il une compensation fonctionnelle par la main droite non dominante? La main droite compense la main gauche pour tous les gestes de préhension grossière et pour les manipulations ne nécessitant pas une dextérité importante. Les activités manuelles fines autres que la préhension simple d'objets entre le pouce et les autres doigts ne peuvent être exigés. La main droite est utilisable pour manipuler des commandes et pour utiliser un clavier d'ordinateur ou une souris. L'écriture est possible, de manière limitée, soit plutôt pour des inscriptions que pour véritablement écrire un texte.

E. 10

Concrètement, quel est le rendement qui peut être exigé du recourant dans le cadre de son activité habituelle? Les troubles présentés par le recourant sont-ils de nature à empêcher l'activité professionnelle habituelle totalement ou partiellement? Pour quel motif et depuis quelle date? En cas d'empêchement partiel selon quel taux et en pourcent? Dans le cadre de son activité habituelle, le rendement du recourant est nul depuis le 21 février 2003.

E. 11

Les troubles présentés par le recourant sont-ils de nature à empêcher totalement tout autre activité lucrative? Pour quel motif et depuis quelle date? [...] Dans une activité adaptée avec un rendement de 50%, une activité lucrative est possible à compter du 1^{er} février 2004. Il s'agit ici d'une activité théorique, il convient également de considérer les possibilités réelles de proposer une occupation adaptée sur le marché du travail. [...]

E. 15

Des mesures d'ordre professionnel sont-elles de nature à permettre au recourant d'exercer une activité lucrative? Compte tenu de sa formation très limitée et de ses modestes capacités intellectuelles, il est peut probable que de telles mesures puissent améliorer les capacités professionnelles du recourant. " E n d r o i t : 1. a) En vertu de l'art. 1 al. 1 LAI (loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité, RS 831.20), les dispositions de la LPGA (loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, RS

830.1) s'appliquent à l'assurance-invalidité (art. 1a à 26bis et 28 à 70 LAI), à moins que dite loi ne déroge expressément à la LPGA. L'art. 56 LPGA stipule que les décisions sur opposition et celles contre lesquelles la voie de l'opposition n'est pas ouverte sont sujettes à recours. Aux termes de l'art. 69 al. 1 let. a LAI, les décisions des Offices AI peuvent directement faire l'objet d'un recours devant le tribunal des assurances du domicile de l'Office concerné. Interjeté dans le délai légal de trente jours dès la notification de la décision entreprise, le recours est déposé en temps utile (art. 60 al. 1 LPGA). Il est de surcroît recevable en la forme (art. 61 let. b LPGA). b) La LPA-VD (loi cantonale vaudoise du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative, RSV 173.36), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009 et qui s'applique aux recours dans le domaine des assurances sociales (art. 1 et 2 al. 1 let. c LPA-VD), est immédiatement applicable dans la présente cause (voir la disposition transitoire de l'art. 117 al. 1 LPA-VD). La Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal est compétente pour statuer (art. 57 LPGA et 93 al. 1 let. a LPA-VD). 2. La décision attaquée supprime l'allocation pour impotent précédemment versée depuis le 1^{er} janvier 2004, ceci au motif que l'assuré ne peut plus justifier l'impossibilité d'accomplir deux actes ordinaires de la vie. Le recours tend à l'annulation de la décision de l'OAI du 30 octobre 2007, respectivement au maintien du droit du recourant à une allocation pour impotent de degré faible. 3. a) La décision attaquée a justifié la suppression de l'allocation pour impotent du fait de l'existence d'un motif de révision (au sens de l'art. 17 LPGA), à savoir une sensible amélioration de l'état de santé du recourant lui permettant de se laver et de se vêtir seul et qu'au surplus des services adaptés avaient été confectionnés par l'ergothérapeute permettant au recourant de découper ses aliments. A l'opposé, dans sa réponse du 30 mai 2008, l'OAI a retenu – par substitution de motifs (cf. ATF 125 V 368 consid. 2 et les arrêts cités) – que seule la voie de la reconsidération entraine en ligne de compte en l'espèce, la décision antérieure du 15 juillet 2004 étant manifestement erronée dans la mesure où il n'était pas pris en compte que le recourant était alors tenu de prendre toutes les mesures appropriées raisonnablement exigibles de sa part en vue du maintien de son autonomie. b) A teneur de l'art. 53 al. 2 LPGA (applicable en matière d'assurance-invalidité en vertu des art. 2 LPGA et 1 al. 1 LAI), un Office AI est en droit de reconsidérer des décisions ou des décisions sur opposition formellement passées en force lorsqu'elles sont manifestement erronées et que leur rectification revêt une importance notable (cf. à propos de l'art. 53 al. 2 LPGA, ATF 133 V 50 consid. 4.1). Dans les limites posées par l'art. 53 al. 3 LPGA, une reconsidération est possible en tout temps, spécialement lorsque les conditions de la révision au sens de l'art.

E. 17

LPGA ne sont pas réalisées. Dans l'éventualité où l'erreur manifeste de la décision initiale de rente n'est constatée qu'au stade de la procédure judiciaire, le tribunal peut confirmer, par substitution de motifs, la suppression de la rente prononcée sur la base d'une révision (ATF 125 V 368 consid. 2; TF 9C_11/2008 du 29 avril 2008, consid. 2). En vertu du droit d'être entendu, l'assuré doit, dans ce dernier cas, être informé préalablement de la substitution de motifs envisagée (ATF 125 V 368 consid. 4a et b; cf. également ATF 128 V 272 consid. 5b/bb et les arrêts cités). Pour juger s'il est admissible de reconsidérer une décision, il faut se fonder sur la situation juridique existant au moment où cette décision a été rendue, compte tenu de la pratique en vigueur à l'époque (ATF 125 V 383 consid. 3 et 119 V 475 consid. 1b/cc). Par le biais de la reconsidération, on corrigera une application initiale erronée du droit, de même qu'une constatation des faits erronée résultant de l'appréciation des preuves (ATF 117 V 8 consid. 2c et 115 V 308 consid. 4a/cc). Pour des motifs de

sécurité juridique, l'irrégularité doit être manifeste, de manière à éviter que la reconsidération devienne un instrument autorisant sans autre limitation un nouvel examen des conditions à la base des prestations octroyées sur la durée. En particulier, les organes d'application ne sauraient procéder en tout temps à une nouvelle appréciation de la situation après un examen plus approfondi des faits. Ainsi, une exactitude manifeste ne saurait être admise lorsque l'octroi de la prestation dépend de conditions matérielles dont l'examen suppose un pouvoir d'appréciation, quant à certains de leurs aspects ou de leurs éléments, et que la décision initiale paraît admissible compte tenu de la situation de fait et de droit. S'il subsiste des doutes raisonnables sur le caractère erroné de la décision initiale, les conditions de la reconsidération ne sont pas remplies (TF 9C_659/2009 du 12 février 2010, consid. 2.2, 5/2007 du 9 janvier 2008, consid. 5.3.1, 9C_575/2007 du 18 octobre 2007 et I 907/2006 du 7 mai 2007, consid. 2.2). c) L'art. 37 al. 3 RAI (règlement du 17 janvier 1961 sur l'assurance-invalidité, RS 831.201), dans sa teneur en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2004, prévoit trois degrés d'impotence, conformément à l'art. 42 al. 2 LAI. En vertu de l'art. 37 al. 3 let. a RAI, l'impotence est faible si l'assuré, même avec des moyens auxiliaires, a besoin de façon régulière et importante, de l'aide d'autrui pour accomplir au moins deux actes ordinaires de la vie. Le droit à une prestation pour impotence faible, moyenne ou grave prend naissance lorsque l'assuré, en raison d'une atteinte à la santé physique, mentale ou psychique, a été dépendant de façon permanente de l'aide d'autrui pendant une année au moins en moyenne dans une mesure suffisante pour atteindre l'un des trois degrés d'impotence (cf. art. 42 al. 4, 2^e phrase LAI, à teneur duquel, la naissance du droit à l'allocation pour impotent est régie, à partir de l'âge d'un an, par l'art. 29 al. 1 LAI [c'est-à-dire actuellement, comme le précise une note en pied de page du texte légal, par l'art. 28 al. 1 let. b LAI, à savoir que lorsque l'assuré a présenté une impotence durant une année sans interruption notable, cf. ATF 111 V 226, consid. 3a et 105 V 66]). 4. En l'espèce, par décision du 15 juillet 2004, l'OAI a retenu que suite à l'enquête effectuée au domicile de son assuré, et selon les pièces au dossier, il constatait que celui-ci avait besoin d'une aide importante d'autrui pour trois actes ordinaires de la vie. Cette décision se basait notamment sur un questionnaire daté du 3 juin 2004, complété le 11 juin 2006 à la suite d'une visite à domicile ainsi que sur la base des rapports médicaux des Drs M._____ et E._____, le SMR reconnaissant à l'assuré en particulier des limitations fonctionnelles entraînant une impotence de degré léger (cf. avis médical SMR du 29 juin 2004). S'il est possible que la situation du recourant se soit modifiée par une amélioration de son autonomie (meilleure dextérité et moyens auxiliaires adaptés) et conformément à son obligation de diminuer son dommage, cela ne signifie pas pour autant qu'en juillet 2004 l'état de fait retenu par l'OAI à la suite d'examens à domicile et médicaux ait été manifestement erroné ou que l'exigence d'exigibilité n'ait pas été examinée. Au demeurant, le recourant ayant subi deux nouvelles interventions à la fin juin 2004, il subsiste dès lors des doutes raisonnables quant au caractère erroné de la décision initiale de sorte que les conditions de la reconsidération ne sont pas réunies en l'espèce (cf. consid. 3b supra). Pour le surplus, l'OAI ne saurait procéder à une nouvelle appréciation de la situation après un examen plus approfondi ou différent des faits, à l'instar des considérations ressortant de l'avis médical SMR du 2 mai 2006 selon lesquelles "après une analyse détaillée de l'enquête d'impotence, l'assuré aurait dû compenser son handicap". Il appartient au contraire à l'intimé de réexaminer la situation du recourant, le cas échéant moyennant une enquête à domicile, afin d'évaluer si une modification de son état de santé est intervenue depuis la décision initiale rendue à la mi-juillet 2004. 5. a) En définitive, bien fondé, le recours doit être admis, ce qui entraîne

l'annulation de la décision attaquée. b) Il reste à statuer sur les frais et dépens (art. 91 LPA-VD, applicable par renvoi de l'art. 99 LPA-VD). En dérogation à l'art. 61 let. a LPGA, la procédure de recours en matière de contestations portant sur l'octroi ou le refus de prestations de l'AI devant le tribunal cantonal des assurances est soumise à des frais de justice (art. 69 al. 1bis LAI). A teneur de l'art. 61 let. g LPGA, le recourant qui obtient gain de cause a droit au remboursement de ses frais et dépens dans la mesure fixée par le tribunal, leur montant étant déterminé, sans égard à la valeur litigieuse, d'après l'importance et la complexité du litige. Toutefois, selon l'art. 52 al. 1 LPA-VD, des frais de procédure ne peuvent être exigés de la Confédération et de l'Etat, auxquels doivent être assimilés les offices chargés de l'exécution des tâches publics, tels que les OAI (cf. art. 54 ss LAI). Partant, compte tenu de son issue, le présent arrêt doit ainsi être rendu sans frais. Obtenant gain de cause, le recourant, assisté d'un mandataire professionnel, a droit à des dépens, arrêtés à 1'500 fr. (art. 61 let. g LPGA; art. 55 al. 1 LPA-VD).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.